

## Maison d'Europe et d'Orient : l'attribution des aides régionales critiquée

### Et deux emplois perdus en cours de route

Le vendredi 19 juillet 2013

Malgré l'attribution d'une aide exceptionnelle par la Ville de Paris, la Maison d'Europe et d'Orient, lieu d'échanges et de promotion de cultures qui disposent d'une faible promotion médiatique, a été contrainte de procéder à deux suppressions d'emplois, rendant son activité moins visible. L'établissement attend toujours des réponses de la part du ministère de la Culture et de la région Île-de-France.



La Maison d'Europe et d'Orient a constaté une diminution de son budget substantielle, ce dernier passant de 358.000 € en 2009 à 233.000 € cette année, alors même que le propriétaire des locaux fait valoir des hausses de loyer rétroactives. Le Conseil de Paris a voté l'attribution de deux aides exceptionnelles à la MEO, l'une de 6.000 €, et l'autre, sur proposition du groupe Europe Ecologie – Les Verts, pour un amendement budgétaire de 30.000 €.

Mais la situation reste exsangue : sans fonds supplémentaires, la MEO devra se maintenir à flot, sans pouvoir impulser de nouveaux projets. Et la Maison a été contrainte de se séparer, ce 16 juillet, de ses administrateur et responsable de la communication.

La Maison d'Europe et d'Orient avait effectué une demande auprès de la région Île-de-France, pour une aide d'un montant de 75.000 € au titre de « fabrique de culture », permettant par ailleurs de réduire le nombre de demandes de subvention. Elle renonçait ainsi à l'aide pour la création littéraire. Mais sa demande de labellisation a été rejetée par le vice-président chargé de la culture et la présidente de la commission culture de la région Île-de-France.

### **Un manque de transparence dans l'attribution des aides**

L'artiste associé à la MEO, Dominique Dolmieu, a fait savoir que l'établissement contestait « les modalités et les choix de la région concernant ce programme, dans les mêmes termes que le réseau Actes-if », qui a fait parvenir une lettre au Conseil régional d'Île-de-France (Jean-Paul Huchon, Julien Dray, les élus de la commission culture et les présidents de groupe).

À l'heure où nous écrivons ces lignes et malgré plusieurs tentatives, la région n'a pas été en mesure de nous fournir une réponse ou son point de vue sur les modes d'attributions des aides régionales. Si la région se fait si discrète, c'est peut-être en raison des remous causés par les révélations du [Canard Enchaîné du 10 juillet 2013](#), qui évalue la création du nouveau logo de la région à... 400.000 €. La région avait alors précisé le montant final, qui d'après ses services s'arrêta à 71.000 €...

*Nous notons aujourd'hui l'absence de mise en place de commission paritaire permettant aux élus d'articuler leur décision à l'expertise des acteurs culturels du secteur et de la société civile. Nous notons l'absence de motivation des décisions de soutien ou de refus aux lieux ayant sollicité l'entrée dans ce dispositif.*

écrit le réseau Actes-if dans sa lettre, lisible en fin d'article.

Par ailleurs, une autre mauvaise nouvelle est venue assombrir l'été au sein de la Maison d'Europe et d'Orient : l'Agence nationale pour la Cohésion sociale et l'Égalité des chances lui a signifié la disparition de sa subvention, qui s'élevait à 20.000 € pour 2012. De la même manière, la sous-direction des affaires européennes et internationales (SDAEI) et le Centre national du livre (CNL) ont tous deux réduit le montant de leurs aides.

Les ressources propres de la Maison sont estimées à 51.000 €, et la suppression des deux postes survient pour éviter un signalement au Tribunal de Grande Instance. Les prochains livres sortiront de façon anticipée à l'automne, mais les commandes et traductions sont gelées jusqu'à nouvel ordre.

Interpellée par des députés via des questions écrites, la ministre de la Culture n'a toujours pas répondu : qui a dit que les vacances étaient proscrites au gouvernement ?